



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfète de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« Réalisation d'un forage de prélèvement d'eau d'irrigation »
sur les communes de Chappes, Martres-sur-Morge et Thuret
(département du Puy-de-Dôme)**

Décision n° 2024-ARA-KKP-5253

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

La préfète de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2024-107 du 13 juin 2024 de la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes portant délégation de signature en matière d'administration générale, d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur à M. Jean-Philippe Deneuvy, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté DREAL-SG-2024-55 du 25 juin 2024 portant subdélégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes en matière d'administration générale ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2024-ARA-KKP-5253, déposée complète par le GAEC Daim le 11 juin 2024, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 3 juillet 2024 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme le 11 juillet 2024 ;

Considérant que le projet consiste à réaliser quatre forages de reconnaissance, destinés à l'irrigation de cultures (superficie irriguée non précisée dans le dossier), pour un débit non précisé, sur les parcelles YI031 à Chappes, YD012 à Martres-sur-Morge, YL012 et YO046 à Thuret ;

Considérant que le projet prévoit :

- de réaliser les forages, avec une profondeur comprise entre 50 et 90 m ;
- que les dix premiers mètres des forages soient étanches, afin de ne pas capter la nappe de surface ;
- de rejeter les eaux d'exhaure sur les parcelles agricoles, pour qu'elles soient réinfiltrées vers le sous-sol ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique 27. a) relative aux forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 mètres du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet est localisé :

- pour tous les captages, en zone agricole (A) des plans locaux d'urbanisme (PLU) des communes de Chappes, Martres-sur-Morge et Thuret ;
- pour l'un des captages à Thuret, au sein de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) de type 1 « Environs de Thuret » ;

Considérant que le dossier n'apporte pas d'élément permettant de décrire l'état quantitatif de la masse d'eau concernée par le projet, de caractériser la pression actuellement exercée sur cette ressource au regard en particulier des autres forages existants et de démontrer ainsi l'absence d'incidence significative du prélèvement projeté sur les aspects quantitatifs des masses d'eau superficielles et souterraines situées au droit du projet ;

Considérant que le dossier ne présente pas l'ensemble des parcelles destinées à être irriguées ainsi que le réseau de canalisation associé et qu'il n'est donc pas possible d'évaluer, même sommairement, les impacts potentiels, notamment sur la biodiversité ;

Concluant que :

- au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet de Réalisation d'un forage de prélèvement d'eau d'irrigation situé sur les communes de Chappes, Martres-sur-Morge et Thuret est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et justifie la réalisation d'une évaluation environnementale ;
- les objectifs spécifiques poursuivis par la réalisation de cette évaluation environnementale sont notamment de :
 - caractériser l'état de la ressource en eau et évaluer les incidences potentielles du projet sur celle-ci ;
 - définir précisément les parcelles qui seront irriguées, établir un état initial en lien avec le réseau de canalisation d'eau projeté et définir les impacts associés ;
 - définir des mesures adaptées pour éviter, réduire et si nécessaire compenser les impacts du projet sur l'environnement ;

ces objectifs sont exprimés sans préjudice de l'obligation pour le maître d'ouvrage de respecter le contenu de l'évaluation environnementale, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de Réalisation d'un forage de prélèvement d'eau d'irrigation, enregistré sous le n° 2024-ARA-KKP-5253 présenté par le GAEC Daim, concernant les communes de Chappes, Martres-sur-Morge et Thuret (63), **est soumis à évaluation environnementale** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le

Pour la préfète, par délégation,
Pour le directeur par subdélégation,
le directeur adjoint

Didier BORREL

Voies et délais de recours

1°) Cas d'une décision soumettant à évaluation environnementale

La décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Toutefois, sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

Où adresser votre recours ?

- RAPO

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03

2°) Cas d'une décision dispensant d'évaluation environnementale

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire :

- elle peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet, en application des dispositions de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration ;
- elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct ; comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours gracieux

Madame la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Madame la Présidente du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03